



Perspectives ? S'il est une chose que l'on peut souhaiter pour 2021, malgré la lassitude léguée par une année éprouvante et les incertitudes à venir, c'est une assimilation rapide des leçons censées ressortir de l'année écoulée. La tâche risque fort de ne pas être simple car, il faut bien le reconnaître, de nombreuses bonnes intentions sont restées au stade de souhaits. Si de nombreux groupes d'acteurs ont fait preuve d'une formidable résilience (peut-être l'un des mots-clés de l'année) face à l'adversité et si l'on a assisté à de magnifiques élans de solidarité, on a aussi été les témoins de réflexes plus « conventionnels » : une répartition mondiale des vaccins contre la COVID pas très équitable, des donneurs d'ordre qui ont préféré protéger leur trésorerie plutôt que le volume d'affaires et la pérennité de leurs fournisseurs, des migrants particulièrement délaissés face à la pandémie, des relances économiques vert pâle... Mais, répétons-le, même si les sujets d'insatisfaction ne manquent pas, les raisons d'espérer sont également nombreuses.

La ligne éditoriale d'*Impact Entreprises* oriente son contenu sur l'engagement des parties prenantes des entreprises et identifie donc surtout les axes d'amélioration potentiels. Pour autant, près du quart des quelque trois cent vingt articles publiés au cours de l'année 2020 ont fait ressortir des initiatives positives. À l'inverse, l'année qui vient de s'achever a confirmé des tendances déjà très marquées. Les actions en justice (sur les questions du climat et des droits humains) continuent à se multiplier. Quant à l'engagement actionnarial, il suscite de plus en plus de vocations et retient beaucoup l'attention, comme le montre la sélection des articles d'*Impact Entreprises* les plus lus en 2020 que vous trouverez à la fin de cette lettre. Parmi les sujets qui continueront à prendre de l'ampleur en 2021, on peut avancer : le dérèglement climatique, évidemment, et l'engagement actionnarial des investisseurs sur cette question, les politiques de diversité des entreprises (qui devraient être un thème soulevé dans de nombreuses assemblées générales, en particulier dans les pays anglo-saxons), la protection des droits et des libertés individuelles dans le secteur des nouvelles technologies (protection des données personnelles, surveillance de masse, censure...), la préservation de la biodiversité et des forêts, la lutte contre l'antibiorésistance... Une année très dense s'annonce.

CONTEXTES

Législations : emploi, Thaïlande

Pour freiner la propagation du virus, la Thaïlande va régulariser les travailleurs sans papiers

Relativement épargnée jusqu'ici par la pandémie, la Thaïlande connaît, depuis la mi-décembre, une forte accélération du nombre de personnes infectées par le coronavirus. Comme dans d'autres pays, **ce sont les populations migrantes qui sont principalement touchées par la pandémie**. Ayant renforcé les contrôles dans les zones à risque, le gouvernement thaïlandais a constaté que certains employeurs avaient déplacé leur personnel migrant illégal hors de ces zones afin d'échapper à d'éventuelles sanctions. De plus, de nombreux travailleurs clandestins ont paniqué et quitté certaines zones, au risque de propager la COVID-19. Aussi, pour freiner la propagation du virus, la Thaïlande a annoncé le 29 décembre qu'elle autoriserait les travailleurs migrants sans papiers venant du Cambodge, du Laos et du Myanmar à travailler légalement dans le pays pendant environ deux ans. Les personnes concernées devront s'inscrire en ligne et être enregistrées par un employeur avant la mi-septembre afin de recevoir **un permis de travail qui sera valide jusqu'en février 2023**. Elles devront d'abord se soumettre à des contrôles de santé pour un coût d'environ 7 200 bahts (196 euros). En 2020, le salaire minimum journalier thaïlandais variait entre 313 et 336 bahts selon les provinces. La Thaïlande compte environ 2,2 millions de travailleurs migrants

enregistrés mais de nombreux autres travaillent de manière informelle dans les secteurs de la pêche ou de l'agriculture. Entre 600 000 et 800 000 travailleurs devraient être éligibles à ces nouvelles mesures.

OUTILS, ANALYSES

Études : biodiversité, agro-alimentaire

La planète risque d'être confrontée à une perte de biodiversité majeure dans les années à venir

Une nouvelle [étude](#) publiée par la revue *Nature Sustainability* montre, une fois de plus, qu'à moins que l'industrie alimentaire ne soit rapidement transformée, tant au niveau des modes d'alimentation qu'au niveau de la manière dont les denrées sont produites, le monde sera confronté à une **très grave perte de biodiversité dans les décennies à venir**. L'équipe internationale qui a mené les travaux a été dirigée par des chercheurs des universités de Leeds et d'Oxford. Des projections montrent que les besoins en nouvelles terres cultivées, défrichées au détriment des habitats naturels, pourraient atteindre une superficie 3,35 millions de km² entre 2010 et 2050. Dans ces conditions, **87,7 % des 19 859 espèces de vertébrés terrestres pourraient être exposées à une diminution de leur habitat naturel** et, pour 1 280 d'entre elles, cette perte pourrait être supérieure à 25 %. Cette disparition serait particulièrement importante en Afrique subsaharienne et dans certaines parties de l'Amérique centrale et du Sud. Si des dispositifs conventionnels tels que la création de nouvelles zones protégées ou l'introduction de législations pour sauver des espèces spécifiques s'avèrent toujours nécessaires, le rapport souligne aussi l'importance de réduire la pression exercée par l'expansion agricole. **Mais d'autres changements sont incontournables** comme une baisse de la consommation de viande, une réduction des pertes et du gaspillage alimentaires, une augmentation du rendement des cultures, une planification internationale de l'utilisation des terres. Ces approches seraient nécessairement différentes en fonction des régions et des pays. Quoi qu'il en soit, pour Michael Clark, l'un des auteurs, aucune approche ne suffit à elle seule. *« Mais avec une coordination mondiale et une action rapide, il devrait être possible de fournir une alimentation saine à la population mondiale en 2050 sans perte d'habitat majeure. »*

Études, réfugiés climatiques, Asie du Sud. Le 18 décembre, plusieurs ONG ont publié un [rapport](#) intitulé *Cost of climate inaction: displacement and distress migration*. L'étude évalue qu'en Asie du Sud, 18 millions de personnes ont été chassées de chez elles en 2020 en raison de facteurs liés au changement climatique. Selon le document, **ce nombre pourrait s'élever à 62,9 millions en 2050**. L'Asie du Sud sera particulièrement affectée par les effets du dérèglement climatique du fait que bon nombre de grands centres urbains se trouvent dans des zones côtières particulièrement vulnérables. Les chiffres avancés prennent en compte des causes comme l'élévation du niveau de la mer, le stress hydrique, la réduction du rendement des cultures, la perte d'écosystème et la sécheresse mais n'intègrent pas les personnes susceptibles d'être déplacées du fait des catastrophes climatiques soudaines telles que les inondations et les cyclones auxquels l'Asie du Sud est particulièrement exposée.

ENGAGEMENT

Syndicats : droit syndical, États-Unis, TIC

Chez Google, l'année nouvelle s'ouvre avec la naissance de son premier syndicat

Plus de 200 employés d'Alphabet, la société mère de Google, ont annoncé, le 4 janvier 2021, la formation du premier syndicat au sein du groupe après plus d'un an de préparation en secret. Tous les

employés d'Alphabet installés aux États-Unis et au Canada pourront adhérer à ce syndicat dénommé Alphabet Workers Union (AWU), ainsi que les sous-traitants et le personnel temporaire. En septembre 2019, des employés d'un sous-traitant de Google avaient ouvert la voie en annonçant qu'ils rejoignaient le syndicat United Steelworkers ([IE n° 308](#)). AWU indique qu'il n'est pas organisé autour d'une liste de revendications ou de problèmes spécifiques mais vise plutôt à **promouvoir des conditions de travail inclusives et à garantir qu'Alphabet agisse de manière éthique** dans l'intérêt de la société et de l'environnement. Le syndicat demande également plus de transparence de la part d'Alphabet sur la destination du travail des employés et a déclaré que **les collaborateurs devraient être autorisés à refuser de travailler sur des projets qui ne correspondent pas à leurs valeurs individuelles**. Cette revendication fait, notamment, référence au programme militaire Maven qui a fait débat parmi les salariés du groupe en 2018 ([voir IE](#)). Aux États-Unis, les syndicats sont généralement formés après une élection conduite par le National Labor Relations Board (NLRB). AWU a été constitué sans cette ratification fédérale, ce qui signifie qu'il ne pourra pas participer à des négociations collectives. Il est affilié à la section locale 1 400 de Communications Workers of America (CWA), le plus important syndicat américain des communications et des médias.

Sur son site internet, **AWU décrit l'insatisfaction croissante du personnel de Google**. La moitié des quelque 120 000 personnes qui travaillent pour Google sont embauchées en tant qu'intérimaires ou travaillent chez des fournisseurs ou des sous-traitants, ce qui signifie qu'elles n'ont pas accès aux avantages offerts aux salariés du groupe. Par ailleurs, l'entreprise a octroyé des « parachutes dorés » à des dirigeants impliqués dans des affaires de harcèlement sexuel. Plus récemment, le groupe a été critiqué pour le licenciement de Timnit Gebru, la co-responsable de l'équipe de la société sur l'éthique de l'intelligence artificielle ([IE n° 335](#)), qui avait remis en cause l'objectivité des technologies d'analyse faciale. Et le 2 décembre dernier, le NLRB a déposé une plainte à l'encontre de l'entreprise. L'agence a estimé que la société avait violé les lois du travail américaines en espionnant les salariés qui organisaient des manifestations ([IE n° 334](#)). Si les moyens dont dispose AWU sont encore très limités, cette initiative n'en constitue pas moins un tournant historique dans l'histoire du dialogue social au sein du groupe.

ENTREPRISES

GES : Royaume-Uni, hydrocarbures

Les entreprises se ruent sur les mécanismes de compensation carbone volontaire

De plus en plus d'entreprises adhèrent à des mécanismes de compensation carbone pour **neutraliser leurs émissions de gaz à effet de serre dites résiduelles**. Parmi ces mécanismes, ceux qui reposent sur la plantation, la protection, la restauration et la gestion de forêts, de tourbières ou de mangroves sont en plein essor. Ainsi, en novembre dernier ([IE n° 332](#)), une étude indiquait que les technologies à émissions négatives (TEN) qui s'appuient sur la nature pourraient générer des revenus s'élevant à 800 milliards de dollars en 2050. Par conséquent, investisseurs et entreprises se ruent sur ce type d'actif. **Le groupe pétro-gazier BP n'est pas en reste**. L'entreprise a annoncé mi-décembre avoir pris une participation majoritaire dans Finite Carbon, le plus important développeur de projets forestiers de compensation carbone aux États-Unis. Le prix de la transaction n'a pas été révélé. Le but de l'intégration de cette participation dans le portefeuille de Launchpad, l'accélérateur de start-up de BP, est de stimuler le développement de Finite Carbon qui a le potentiel de créer une plate-forme mondiale pour la gestion et le financement de solutions climatiques naturelles. Actuellement, Finite Carbon gère une cinquantaine de projets forestiers

aux États-Unis couvrant environ 1,2 million d'hectares, qui ont enregistré plus de 70 programmes de compensation et généré plus de 500 millions de dollars de revenus pour les propriétaires fonciers.

Mais cette pratique reste très controversée pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce les arbres mettront des dizaines d'années avant de séquestrer le carbone qui aura été rejeté immédiatement dans l'atmosphère. La pérennité de ces forêts ou plantations sera également exposée à de nombreuses menaces parmi lesquelles le changement climatique. Par ailleurs, de nombreuses plantations à grande échelle sont des monocultures, ce qui constitue un danger pour la biodiversité. Enfin, ces techniques nécessiteront des superficies de terres considérables qui présenteront un risque de violation des droits fonciers de certaines populations et de conflit avec les cultures vivrières. Ce besoin en terres pourrait ainsi provoquer une flambée des prix des denrées alimentaires dans certaines régions du monde et mettre en danger la sécurité alimentaire de ces dernières, comme le suggère une [étude](#) publiée récemment dans la revue scientifique *Nature Climate Change* ([IE n° 328](#)). Pour les opposants à cette méthode, **celle-ci ne doit pas être un prétexte pour freiner les efforts de réduction des émissions réelles de GES en valeur absolue.** Cette option est d'ailleurs d'autant plus tentante que le prix de vente des « crédits carbone » est trop bas pour inciter à une transformation en profondeur. Dans l'analyse des performances climatiques des entreprises, il importe donc d'évaluer séparément les volumes de GES rejetés en valeur absolue et en valeur relative, les émissions liées au fonctionnement des produits et aux services, et les éventuelles « émissions négatives » dues à des mécanismes de compensation.

Santé-sécurité : Malaisie, équipements de santé

Le Malaisien Top Glove s'engage enfin à protéger les lanceurs d'alerte sur la COVID-19

En mai 2020 ([IE n° 322](#)), nous relayions l'inquiétude des organisations internationales quant à la sécurité sanitaire des ouvriers des usines malaisiennes qui confectionnent les gants en latex qui concourent à notre propre sécurité sanitaire. La Malaisie fournit plus de 60 % de la production mondiale de gants en caoutchouc et Top Glove, le principal fabricant du pays, un quart des gants en latex médicaux dans le monde. **Le bénéfice net du géant malaisien** pour l'exercice clos en août 2020 s'est établi à 470 millions de dollars contre 90 millions de dollars pour l'année précédente, et son cours de Bourse a progressé de 250 % entre avril et juillet. **Mais l'entreprise a aussi fait l'objet de nombreuses critiques pour le traitement qu'elle a réservé aux travailleurs migrants.** Des enquêtes menées en avril ont indiqué que les ouvriers devaient travailler parfois jusqu'à 12 heures par jour pour répondre à la demande, qu'ils ne bénéficiaient d'aucune protection adéquate et que la distance sociale dans les usines n'était pas observée. Par ailleurs, les travailleurs migrants dormaient dans des dortoirs de 24 personnes et prenaient des bus bondés pour se rendre au travail. Parallèlement, en juillet, les États-Unis ont interdit l'importation en provenance de deux filiales de Top Glove après des allégations de travail forcé.

À partir de novembre, l'entreprise a dû arrêter temporairement la production d'une partie de ses usines pour participer à des dépistages massifs dans ses zones d'implantation à la suite desquels **plus de 5 000 ouvriers ont été testés positifs**, ce qui a fait de l'entreprise l'un des plus grands clusters du pays. En deux mois, l'action de la société s'est dépréciée de 30 %. Pourtant, la situation avait été dénoncée auparavant par certains salariés, mais à leurs risques et périls. Ainsi, en septembre, Yubaraj Khadka, **un travailleur népalais de 27 ans, a été licencié après s'être inquiété du manque de distanciation sociale dans les usines.** Face aux réactions, l'entreprise a fini par prendre des mesures pour améliorer les conditions de travail des ouvriers. Elle n'a toutefois pas encore précisé lesquelles. Le 23 décembre, elle a

également enfin déclaré que les lanceurs d’alerte ne seraient plus exposés à un licenciement et qu’elle avait mis en service trois lignes d’assistance téléphonique pour recueillir les plaintes des salariés.

Travail forcé : Malaisie, agro-alimentaire

Allégation de travail forcé chez le leader mondial d’huile de palme durable

La société malaisienne Sime Darby fournit environ 4 % de la production mondiale d’huile de palme. Le groupe revendique être le plus important producteur d’huile de palme certifiée durable au monde. Mais, le 30 décembre, les États-Unis ont annoncé qu’ils interdisaient les importations d’huile de palme du producteur malaisien **en raison d’allégations de travail forcé**. À la suite de cette annonce, l’entreprise a déclaré qu’elle allait mener une enquête sur ces accusations. Elle a aussi reconnu que ces faits semblent effectivement révéler une violation de sa politique qu’elle a, par ailleurs, qualifiée de stricte. Pour justifier sa décision, le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (*Customs and Border Protection – CBP*) s’est appuyé sur les conclusions d’une enquête de plusieurs mois. Le CBP estime qu’il existe des « *problèmes systémiques dans toutes les plantations de Sime Darby* ». Dans certains secteurs comme les plantations, **la Malaisie fait appel à une main-d’œuvre migrante**. Le pays compte plus de 337 000 travailleurs migrants en provenance de pays comme l’Indonésie, l’Inde et le Bangladesh pour récolter les fruits du palmier.

Rémunérations : Inde, TIC

Mauvais départ pour l’usine d’un sous-traitant d’Apple en Inde

Le 12 décembre dernier, les travailleurs sous contrat de la toute nouvelle usine du géant taïwanais Wistron, située à Narasapura dans le sud de l’État du Karnataka (Inde), ont détruit des biens, du matériel d’usine et des iPhone destinés à Apple, occasionnant des millions de dollars de pertes au fabricant et l’obligeant à fermer l’usine. Le site avait commencé à produire des iPhone pour le compte d’Apple en août de cette année. Ces incidents ont fait suite au mécontentement des ouvriers qui ont protesté contre des **salaires impayés** pour les mois d’octobre et de novembre. Après ces événements, Apple a fait réaliser un audit qui a décelé des **violations de son code de conduite à l’intention des fournisseurs**. Le 19 décembre, le géant américain de la technologie a indiqué qu’il suspendait son contrat avec l’usine jusqu’à ce que celle-ci ait pris des mesures correctives adéquates pour pallier les défaillances relevées. De son côté, la direction de Wistron a admis qu’elle avait commis des erreurs dans le cadre de l’expansion de ses activités, que certains travailleurs de son usine n’avaient pas été payés comme ils le devaient et que les processus mis en place pour encadrer les agences de travail et le paiement des salaires devaient être renforcés et améliorés. Elle a également déclaré qu’elle avait démis de ses fonctions Vincent Lee, vice-président de Wistron Infocomm Manufacturing India, et engagé une restructuration de ses équipes en interne.

Relisez les articles de 2020 d’*Impact Entreprises* les plus lus au cours de l’année.

[Projet de résolution climatique à l’AG de Total...](#)

Le 14 avril 2020, un groupement de onze investisseurs réunissant 1,35% du capital du groupe Total a déposé un projet de résolution demandant une modification des statuts.

[Les actionnaires de Total appelés à exiger du groupe une politique climatique plus ambitieuse](#)

L’association Greenpeace France a présenté devant des gestionnaires de fonds et des investisseurs financiers le projet de résolution qu’elle entend proposer à l’ordre du jour de la prochaine assemblée générale de Total.

[Des actionnaires déposent un projet de résolution pour la prochaine assemblée de Barclays](#)

Cette résolution demande à Barclays de se fixer et de communiquer des objectifs visant à éliminer progressivement la fourniture de services financiers au secteur de l'énergie et aux sociétés gazières et d'électricité qui ne sont pas alignées sur l'accord de Paris.

[Les investisseurs pro-climat vont-ils refuser le quitus au comité de direction de Siemens ?](#)

Les investisseurs contestent le contrat signé le 10 décembre 2019 par Siemens en vue de la fourniture d'un système de signalisation ferroviaire pour le très controversé projet de mine de charbon Adani Carmichael en Australie.

[En France, l'huile de palme fait son retour pour essayer de glaner un avantage fiscal](#)

La direction générale française des douanes et droits indirects aurait rédigé, le 19 décembre 2019, une note indiquant que les PFAD (Palm Fatty Acid Distillate) issus de la distillation de l'huile de palme ne seraient pas exclus du mécanisme de la TIRIB (taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants).

[Le végétarisme touche de plus en plus de secteurs de l'économie et de la finance](#)

La Bourse de New York a accueilli, en septembre 2019, le premier fonds végétan coté ([IE n° 306](#)). Celui-ci présente une bonne performance boursière.

[La reconnaissance faciale introduit bel et bien un biais selon les groupes démographiques](#)

Un rapport d'une agence officielle américaine souligne que les personnes noires ou asiatiques sont jusqu'à cent fois plus susceptibles d'être mal identifiées que les personnes blanches.

[Engagement actionnarial, finance](#)

La société de gestion BlackRock avertit les présidents des comités de direction des entreprises qu'elle serait de plus en plus susceptible de voter contre la direction et les administrateurs lorsque les entreprises ne progresseront pas suffisamment en matière de transparence liée à la durabilité.

[L'engagement actionnarial sur la question climatique pourrait décoller en France](#)

Deux projets de résolution climatiques sont proposés à l'ordre du jour des assemblées générales d'entreprises françaises (Total et Vinci).

[Assemblées générales : une première partie de saison assez animée en dépit du huis clos](#)

Les quorums semblent globalement avoir atteint de très bons niveaux. De nombreux actionnaires ont adressé des questions écrites aux conseils d'administration.

Bulletin d'abonnement

Prix de l'abonnement d'un an à *Impact Entreprises*, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

NOM/PRENOM																										
ADRESSE																										
CODE POSTAL/VILLE																										